Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 30 (1938)
Heft: 7

Artikel: La politique économique du Danemark
Autor: Jacoby, H.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-384144

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

somme que peu d'objections à faire à la politique de gouvernements qui s'appuient effectivement sur une majorité populaire.

En Norvège, le parti ouvrier avait déjà constitué, en 1928, un gouvernement purement ouvrier mais qui a été renversé après deux semaines seulement d'activité. Après le gros succès électoral remporté par le parti ouvrier en 1933, la question de la participation au pouvoir s'est posée à nouveau. Pourtant, les partis de droite ont pu empêcher provisoirement cette participation. Mais, au cours des années suivantes, le parti agrarien modifia considérablement sa politique, probablement ensuite de l'exemple donné par la collaboration efficace qui s'était établie entre les mouvements ouvrier et paysan en Suède. Quoi qu'il en soit, en mars 1935, le parti agrarien norvégien a aidé le parti ouvrier a renverser le gouvernement. Depuis cette époque, un cabinet exclusivement ouvrier gouverne en Norvège, mais avec l'appui indispensable des paysans puisqu'il ne dispose pas à lui seul de la majorité.

Les nouvelles élections de 1936 ont assuré au parti ouvrier un nouveau gain de 100,000 voix; bien que la participation au scrutin ait été considérablement plus forte, la proportion des voix socialistes a augmenté.

	Nombre des électeurs 1936	Electeurs en pour-cent 1933	1936	Nombre des mandats 1933	1936
Parti ouvrier	617,456	40,1	42,5	69	70
Parti paysan	157,132	13,9	10,8	23	18
Conservateurs	301,334	21,8	20,8	30	36
Libéraux	236,030	17,6	16,3	24	23
Nationaux-socialistes . . .	26,406	2,2	1,8	0	0
Parti chrétien-populaire . .	19,454	0,8	1,3	1	2
Parti de réforme sociale . .	44,797	1,5	3,1	1	1
Communistes	4,376	1,8	0,3	0	0

Les partis ouvrier et paysan réunissent donc le 53,3 pour cent des électeurs et détiennent 88 sièges au parlement. Bien que le parti ouvrier norvégien ait été autrefois très à gauche et qu'il ait sympathisé un certain temps avec les communistes, il ne s'est pas moins engagé dans la voie de la politique de réforme ou si l'on veut réformiste, dans la voie de cette politique solide et pratique qui a donné des résultats si excellents en Suède et au Danemark.

La politique économique du Danemark.

Par *H. Jacoby.*

Parmi les pays scandinaves le Danemark est certainement le moins favorisé par la nature. Il n'a ni minerai, ni charbon, ni houille blanche; c'est à peine s'il dispose d'un peu de bois. Par contre, son sol est fertile, sa situation géographique magnifique; son peuple est bien doué, énergique, plein de ressources et d'initiative. Ces trois facteurs ont suffi pour faire du niveau de vie

de la population danoise le plus haut de l'Europe. Contrairement à la Suède, le Danemark n'est pas en mesure, ensuite de sa position géographique, de poursuivre une politique économique autonome et quasi autarcique. La prospérité de son agriculture est essentiellement déterminée par l'exportation; en un mot l'évolution économique du Danemark dépend de ses clients dont les plus importants sont sans contredit la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

L'agriculture danoise est un exemple typique d'une économie spécialisée en vue de fournir quelques marchandises-standard de qualité absolument inégalée. Elle produit peu de blé mais elle s'est concentrée sur la production de la viande de porc et du beurre. Si cette production, aussi bien en ce qui concerne la quantité que la qualité, atteint des résultats extraordinaires, c'est en bonne partie grâce à l'organisation coopérative de l'agriculture danoise. Cette agriculture, dont l'exportation atteint chaque année près d'un milliard (agriculture suisse: 50 millions) doit importer les matières premières dont elle a besoin. Chaque année, l'importation du fourrage s'élève à 150 millions de couronnes; lorsque la récolte a été mauvaise, les importations de blé sont considérables.

Lorsque la crise a fait irruption, l'industrie danoise était presque sans importance dans le cadre de l'économie générale. C'est seulement après que le contrôle des changes eût été introduit qu'elle s'est rapidement développée. A l'heure actuelle, l'exportation industrielle atteint 300 millions de couronnes; elle ne laisse pas d'avoir une influence décisive sur le degré d'occupation.

Le grand mérite du parti socialiste danois est d'être parvenu à «diriger» en quelque sorte la vie économique du Danemark au cours de la crise. Au Danemark comme en Suède, le parti socialiste a eu tout d'abord en vue de maintenir et d'augmenter le pouvoir d'achat intérieur. La structure du pays ne permettait pas, au Danemark, de mettre sur pied un programme de création d'occasions de travail aussi vaste qu'en Suède; en effet, la réalisation d'un tel programme aurait obligé le Danemark à importer les matières premières nécessaires et à en couvrir les frais, soit par des exportations agricoles, soit encore par des emprunts. Cette dernière mesure n'était pas possible pour des raisons évidentes; quant à l'exportation agricole, elle a des limites qui ne sauraient être dépassées.

Ensuite de la dévaluation de la monnaie britannique, en automne 1931, le revenu net de l'agriculture danoise a passé de 500 à 250 millions de couronnes environ dans l'espace d'un an. Quant au coût des importations danoises il n'avait pas baissé — et de loin — de manière à compenser le recul des exportations. Alors que 60 % environ des exportations danoises étaient dirigées vers la Grande-Bretagne, la part des importations britanniques constituait le 15 % seulement des importations totales du Danemark. A cette époque, le Danemark couvrait la plus grande partie de ses besoins dans des pays qui n'avaient pas dévalué. Dans ces

conditions, la couronne danoise devait suivre la livre anglaise. La couronne a donc été dévalorisée, mais par étapes pour tomber de quelques points au-dessous de la livre en janvier 1933.

Le gouvernement Stauning était donc en face d'un problème presque insoluble. D'une part, en pleine période d'autarcie économique, il devait assurer à l'exportation danoise les débouchés nécessaires et tenter, d'autre part, d'importer davantage de produits britanniques, l'Angleterre étant tout à la fois le meilleur client du Danemark et le fournisseur le meilleur marché. C'est à ce moment que le Danemark a décidé de prendre des mesures afin de contrôler la circulation des devises. A cet effet, le gouvernement a mis sur pied un Office des changes autorisant uniquement les importations en provenance de pays acheteurs de produits agricoles danois. Ce système a sauvé le Danemark parce qu'il est évident qu'une économie basée presque uniquement sur l'exportation comme celle de ce petit pays n'aurait pas pu être maintenue intacte en recourant exclusivement à l'augmentation des prix de la consommation.

L'heureuse activité de l'Office des changes a encore eu un autre effet. Elle a assuré à l'industrie danoise une protection plus efficace encore que celle des droits de douane. Grâce à la protection de la loi sur les changes 80,000 ouvriers ont pu trouver du travail. L'Office des changes a donc atteint un triple but: 1° il a réglementé les importations en les adaptant aux entrées de devises étrangères; 2° il a augmenté le degré d'occupation en empêchant l'importation de marchandises qui auraient pu nuire à la vente de produits danois; il a en outre permis au pays de se procurer les devises étrangères nécessaires pour payer les importations de matières premières nécessaires; 3° l'Office a été un instrument de la politique commerciale du Danemark en transférant les importations danoises des pays qui n'achetaient pas au Danemark à ceux qui étaient preneurs de produits de l'agriculture danoise.

En ce qui concerne les mesures de politique économique à effet immédiat prises par le gouvernement danois, on peut distinguer trois catégories: 1° mesures d'ordre monétaire, 2° mesures en vue de protéger l'agriculture, 3° mesures de politique sociale.

Parmi les mesures d'ordre monétaire citons, à part la dévaluation de la couronne, la constitution d'un fonds de crise et l'inauguration d'une politique de l'open market par la Banque nationale. Le fonds de crise a été constitué afin d'augmenter la liquidité, de faciliter l'octroi des crédits et de baisser le taux de l'intérêt. Avec les moyens à sa disposition la Banque nationale a soutenu le marché des obligations en achetant des obligations. Par ailleurs, le fonds est intervenu partout où cela était nécessaire, par exemple en effectuant des avances à des banques ou aux caisses d'épargne. En allégeant les conditions posées à l'octroi de crédits, le gouvernement s'est efforcé d'aider l'industrie du bâtiment. Selon une proposition

de la commission pour la politique démographique, l'Etat investira, pendant 25 ans probablement, une somme annuelle de 25 millions de couronnes afin de permettre la construction de 1000 habitations ouvrières par an.

Les mesures radicales prises par le gouvernement en vue d'aider l'agriculture, sont plus intéressantes encore. En les commentant, il ne faut jamais perdre de vue que le gouvernement a dû les arracher une à une, comme d'ailleurs toutes les mesures de politique économique, à la majorité réactionnaire du Sénat. En octobre 1931 déjà, le gouvernement a accordé aux agriculteurs un prêt de 30 millions de couronnes afin de leur permettre de payer leurs impôts et les intérêts arriérés. Cette aide a été poursuivie ultérieurement. Le gouvernement, dans un large esprit de compréhension a encore promulgué des lois sur les concordats et moratoires.

Le gouvernement a parfaitement compris que la production du blé devait être développée. Il y a 50 ans encore, le Danemark se suffisait à lui-même, tandis qu'aujourd'hui le blé doit être importé en grandes quantités. Afin d'encourager la culture du blé indigène, les importations de blé étranger sont frappées d'une taxe. De même, le gouvernement a augmenté le prix du beurre afin d'aider l'industrie laitière. Les pouvoirs publics encouragent par des prêts les petites exploitations agricoles afin d'en augmenter le nombre autant que possible. Parallèlement, le gouvernement a tenté de lutter contre l'endettement agricole. L'endettement considérable des exploitants agricoles est le problème central de la crise agraire danoise. On tente de convertir les anciens prêts, d'accorder des prêts pour faciliter le paiement des intérêts, etc. En 1936, la caisse de l'Etat a mis 100 millions de couronnes à disposition, afin de rendre possibles des crédits devant permettre l'assainissement des exploitations agricoles.

Parmi les mesures de politique sociale et celles prises en vue d'augmenter le degré d'occupation citons en premier lieu la construction des célèbres ponts effectuée de 1931 à 1937, travaux qui seront d'ailleurs poursuivis. Pour ces constructions, le gouvernement a investi 80 millions et 280 millions pour la construction de routes de 1929 à 1937. Il a également financé les travaux entrepris par les communes et mis à disposition des sommes importantes afin de créer des colonies-jardins pour les chômeurs. Des subventions de l'ordre de 70 millions ont été accordées à l'exportation industrielle et aux arts et métiers. Depuis 1931, le Danemark a dépensé près de 430 millions de couronnes pour des travaux extraordinaires.

Ce sera toujours un titre de gloire du gouvernement ouvrier danois que d'avoir osé introduire la loi dite de réforme sociale en pleine crise économique. Depuis l'entrée en vigueur de cette loi, le Danemark est le pays le plus avancé du monde en ce qui concerne la politique sociale. Pendant les années de crise, cette loi

a puissamment symbolisé la volonté du mouvement ouvrier danois de ne pas abandonner son objectif et son idéal: l'augmentation constante du niveau de vie des larges masses populaires. Le principe de la libre estimation a disparu de la législation sociale danoise; l'assurance a remplacé la prévoyance. Le pays tout entier bénéficie d'une réglementation unique.

La situation actuelle du Danemark n'est pas sans soulever bien des problèmes. L'année dernière, le nombre des chômeurs a passé de 14,000 à 107,000. En 1937, l'indice du coût de la vie est monté; il est actuellement de 6% plus élevé qu'en 1929, alors qu'en Suisse par exemple il est encore inférieur de 15% au chiffre de cette époque.

Quoi qu'il en soit, la situation n'est nullement critique; il y a d'autres facteurs favorables. Les résultats d'exploitation de la flotte commerciale danoise sont excellents. La rentabilité de l'agriculture a augmenté et, partant, le pouvoir d'achat de la population agricole, qui se prépare vraisemblablement à faire d'importantes dépenses. On pense que, dans quelque temps, on construira beaucoup à la campagne. C'est là une conséquence de la politique agraire constructive du gouvernement et de l'augmentation des prix agricoles. Les pouvoirs publics ont mis des millions à la disposition de l'industrie du bâtiment; les vieux quartiers sont démolis et reconstruits. Les exploitations agricoles qui ont bénéficié jusqu'à présent de l'aide du gouvernement sont maintenant invitées à construire des habitations saines et à bon marché pour les ouvriers agricoles. De cette manière le gouvernement veut tenter de freiner la désertion des campagnes par les ouvriers agricoles. Une loi en préparation prévoit l'octroi de vacances payées à cette catégorie de travailleurs.

La question qui soulève actuellement le plus de problèmes est probablement celle de la politique commerciale du Danemark. Le gouvernement et les syndicats, malgré toutes les objections, demeurent convaincus de la nécessité du contrôle des devises. Sans aucun doute, cette méthode renchérit la consommation. Quoi qu'il en soit elle est encore indispensable. Pour le moment, le gouvernement se contente de la rendre plus souple. Malheureusement, l'évolution des exportations agricoles est arrivée à un point où, si les méthodes actuelles continuaient d'être appliquées, elle mettrait en danger l'industrie danoise et risquerait de compromettre le degré d'occupation. On ne connaît pas encore les mesures envisagées par le gouvernement. Le Danemark est un pays agricole et Stauning, avec l'instinct politique qui le caractérise, ne veut pas gouverner contre les paysans. Il espère qu'un jour ou l'autre — probablement en corrélation avec le développement du mouvement paysan oppositionnel qui prend de plus en plus une forme d'une organisation économique à tendance syndicale — il sera possible d'aboutir à un compromis avec les paysans. C'est dans cette direction que travaille sa politique agricole qui tend très consciemment à aider les petits agriculteurs.